

*Loi anti-inflation*

chacun agit comme si la modération, c'était l'affaire des autres.

La liberté est fonction de la modération; il faut être sur ses gardes, car tout système a des limites qu'il ne faut pas passer sous peine de tout détruire. La liberté et la contrainte sont les deux faces d'une même pièce, mais aujourd'hui, il semble que l'une des faces soit défigurée: petit à petit, les restrictions s'effritent.

L'inflation est le symptôme d'un manque de modération, d'un mal profond. Mais c'est plus qu'un symptôme, c'est comme un cancer: les cellules ignorent les règles qui gouvernent l'organisme. Elle se manifeste comme un symptôme, mais elle devient une cause.

L'inflation a toujours existé; c'est une infection bénigne inhérente à la croissance. Peu d'entre nous se souviennent d'une époque où certains prix ne changeaient pas. L'inflation irrite et corrompt. Elle irrite certaines personnes en les spoliant des biens qu'elles avaient accumulés. Elle en corrompt d'autres en leur donnant une richesse qu'ils n'ont pas gagnée. Il n'est plus question de donner à la société, mais de prendre, et nous avons moins égard pour la société et pour nous-mêmes.

La plus grande démoralisation se manifeste dans la classe moyenne, la majorité silencieuse salariée qui permet à nos institutions de se maintenir. Elles voient fondre leurs épargnes et leurs titres se déprécier. Elles redoutent la dépréciation de la monnaie qui diminuerait la valeur de leurs biens. Elles s'inquiètent de la crise, du chômage et de leur pension de retraite. L'inflation porte à se replier sur soi.

L'inflation accentue les ressentiments. On voit les riches s'enrichir sans cesse aux dépens des faibles, sans égard aux mérites, aux efforts ni à la contribution économique. Le régime économique semble injuste et le système politique impuissant. Tous les dirigeants sont contestés. On commence à croire la situation sans remède. Nous perdons la foi dans les systèmes économique et monétaire. Chaque mois, chaque semaine, chaque jour, la monnaie se déprécie comme se fut le cas avant l'écroulement de l'Égypte, la chute de Rome et la montée de Hitler.

Au Canada, il ne faut pas que les choses se passent ainsi. La tâche du gouvernement est de veiller à ce que justice soit faite, de prendre les mesures pour que l'ordre règne et de libérer les citoyens de la crainte; nous ne pourrions arriver que lorsque les prix seront stabilisés et que le public aura repris confiance dans la monnaie. Nous vivons dans la menace d'un effondrement de la monnaie mondiale, hantés par le spectre de la dépression.

L'automne dernier nous avons réussi à éviter la récession grâce aux réductions d'impôt et aux déficits, mais aujourd'hui nous devons la note avec une augmentation des prix. En effet, la production est déjà en baisse tandis qu'augmente le coût de la vie. Et il est évident que la baisse de la production est attribuable, pour une grande part, à l'augmentation des prix que beaucoup de gens ne peuvent acquitter.

Il n'est même plus question de se demander quelles sont les priorités. Aujourd'hui l'inflation est l'ennemi public numéro un. Elle menace non seulement l'économie mais la démocratie et notre liberté. Elle doit être maîtrisée et enrayée.

Aucun gouvernement ne veut s'opposer aux droits et aux privilèges de ses mandants les plus puissants; il n'y gagnerait rien qu'impopularité. Nous savions que certains groupes puissants jugeraient ces mesures inefficaces, du fait qu'elles limitent leur pouvoir. Nous savions que d'au-

tres seraient du même avis du fait qu'elles limitent leurs gains personnels. Nous savions que certains exprimeraient des doutes sincères et que d'autres, trop nombreux s'efforceraient encore à croire que les choses s'arrangeraient d'elles-mêmes.

Nous savions aussi que la nation cherchait à tout prix une direction, qui nous mettrait tous sur la bonne voie; et même si le monde des affaires et du travail ne nous apporte pas son accord unanime, la nation tout entière, elle, l'exige à présent. Nous ne prétendons pas que c'est une voie facile. Nous savons que les ornières y abondent mais nous ne prétendons pas détenir la solution parfaite.

Les sacrifices que nous sommes appelés à faire sont minimes par rapport aux avantages qu'ils nous procureront. Tout ce qu'on nous demande réellement de faire, c'est de vivre selon notre revenu et de renoncer à certains avantages de courte durée dans notre intérêt à long terme. On nous demande simplement de consentir à assurer notre survivance.

Pour l'homme d'affaires, cela veut dire réévaluer ses principes. Est-il responsable envers ses actionnaires uniquement ou l'est-il aussi envers ses clients et la société? Voilà quelque temps que la question se pose et la plupart des hommes d'affaires ont répondu par un oui sans équivoque, en principe du moins.

Pour le chef syndical, cela signifie un relâchement des tensions; il sera moins appelé à prononcer des discours enflammés contre la direction et à adopter des attitudes déraisonnables à la table de négociation. Cela signifie qu'il doit faire moins usage de son pouvoir d'exiger des augmentations de salaire contre les avis de licenciement, pouvoir qui met en péril l'unité du mouvement, dévalue l'argent gagné, affaiblit la caisse de retraite et finit par le placer dans l'impossibilité de gagner quoi que ce soit.

Un fait est certain: nous sommes tous logés à la même enseigne. Nos intérêts communs l'emportent même sur nos conflits. Si nous jugulons l'inflation, personne n'a plus à y gagner que les hommes d'affaires; si nous n'y parvenons pas, personne n'a plus à y perdre que les syndiqués. Je fais confiance aux uns et aux autres. Je mets ma confiance en nous tous. Je crois encore en la capacité d'adaptation de l'être humain.

[Français]

Si, hier encore, l'inflation échappait à notre contrôle parce qu'elle nous venait largement de l'étranger, aujourd'hui, nous pouvons davantage nous en rendre maîtres. Il suffit pour cela de cesser de l'alimenter par notre indiscipline. Et le gouvernement prêchera l'exemple en plafonnant à toutes fins pratiques le nombre des employés, et en comprimant le plus possible ses propres dépenses.

Si nous nous refusons à succomber à la psychose inflationniste, si nous acceptons de nous plier de bon gré aux règles du jeu édictées par le gouvernement, sans faire le jeu des cyniques, qui prétendent que les petits finissent toujours par écoper à la place des gros, bref, si nous nous décidons tous, individuellement et collectivement, de cesser de vivre au-dessus de nos moyens, alors, nous aurons fait un pas énorme dans la bonne voie. Et le Canada retrouvera le chemin de la santé économique et de la paix sociale basées, l'une et l'autre, sur une plus juste participation de tous à la richesse nationale du pays.

● (2030)

[Traduction]

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais exposer ce soir la position du parti